



**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire pour les entreprises  
de travail adapté agréées par la Commission  
communautaire française**

**CCT n° 142282/CO/327.02  
du 18/09/2017**

Correction dans les deux langues :

- Dans le titre et à l'article 8, second alinéa,  
"agrées" doit être remplacé par "**subsidiées**".

Correction du texte néerlandais :

- L'article 4, dernier alinéa doit être corrigé  
comme suit : "Deze periode kan enkel worden  
genomen per minimumperiode van een maand  
en per maximumperiode van drie maanden.  
De werknemer verstrekt aan de werkgever,  
uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing  
of de vermindering van de arbeidsprestaties  
aanvangt, een attest van de behandelende  
geneesheer van het gezinslid of van het  
familielid dat ernstig ziek is, waaruit blijkt dat  
de werknemer heeft verklaard bereid te zijn  
om de ernstig zieke persoon bij te staan ofte  
verzorgen en waarop de behandelende  
geneesheer aangeeft of de behoeften inzake  
verzorging effectief een onderbreking of een  
**voltijdse**, halftijdse of 1/5de  
loopbaanvermindering vereisen, naast de  
eventuele professionele bijstand waarop het  
gezins- of familielid recht heeft."

**Décision du**

**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de beschutte  
werkplaatsen die erkend zijn door de Franse  
Gemeenschapscommissie**

**CAO nr. 142282/CO/327.02  
van 18/09/2017**

Verbetering in beide talen :

- In de titel en in het artikel 8, tweede lid, moet  
"erkend" vervangen worden door  
"**gesubsidieerd**".

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 4, laatste lid moet als volgt verbeterd  
worden : "Deze periode kan enkel worden  
genomen per minimumperiode van een maand  
en per maximumperiode van drie maanden.  
De werknemer verstrekt aan de werkgever,  
uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing  
of de vermindering van de arbeidsprestaties  
aanvangt, een attest van de behandelende  
geneesheer van het gezinslid of van het  
familielid dat ernstig ziek is, waaruit blijkt dat  
de werknemer heeft verklaard bereid te zijn  
om de ernstig zieke persoon bij te staan ofte  
verzorgen en waarop de behandelende  
geneesheer aangeeft of de behoeften inzake  
verzorging effectief een onderbreking of een  
**voltijdse**, halftijdse of 1/5de  
loopbaanvermindering vereisen, naast de  
eventuele professionele bijstand waarop het  
gezins- of familielid recht heeft."

**Beslissing van**

10 -01- 2018

*subsidiées*

**Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française**

*Convention collective de travail du 18 septembre 2017 relative au crédit-temps.*

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

Par travailleurs, il faut entendre les ouvriers et employés, masculins et féminins, liés par un contrat de travail sur base de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Article 2**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'article 4 de la convention collective de travail n°103 conclue le 27 juin 2012 au sein du Conseil national instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, tel que modifié par la CCT n°103 ter, conclue le 20 décembre 2016 au sein du Conseil national du Travail, (arrêté royal du 05/03/2017 - Moniteur belge du 20/03/2017). Elle adapte également la Convention collective de travail du 14 mars 2016 en exécution de la convention collective de travail n° 103, conclue le 27 juin 2012 au sein du Conseil national du Travail, relative au crédit-temps (Référence : 134121/CO/327.02).

**Article 3**

En exécution de l'article 2 § 3 de la convention collective de travail n° 103, sont exclues du champ d'application de la présente convention les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance tel que repris dans l'article 2 point I. de l'Arrêté Royal du 10 février 1965.

Pour l'application de cette convention, et en dérogation à l'alinéa précédent, la détermination du poste de direction ou de confiance peut toutefois être modifiée ou discutée :

- par le conseil d'entreprise; - à défaut, en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale;
- à défaut, par une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise;
- à défaut en concertation entre l'employeur et les travailleurs; dans ce cas l'employeur en informe les secrétaires permanents des organisations syndicales représentées à la sous-commission paritaire.

**Article 4**

En exécution de l'article 4 § 1 de la convention collective de travail n° 103 du Conseil national du Travail tel que modifié par la CCT n°103 Ter, les travailleurs visés à l'article 1 de la présente convention ont droit à un crédit-temps à temps plein ou à une diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 jusqu'à 51 mois au maximum :

a) pour prendre soin de leur enfant jusqu'à l'âge de 8 ans ; en cas d'adoption, la suspension ou la diminution des prestations de travail peut débuter à partir de l'inscription au registre de la population ou des étrangers de la commune où le travailleur est domicilié ;

Cette période doit être prise par période minimale de trois mois lorsqu'il s'agit d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps et par période minimale de six mois lorsqu'il s'agit d'une diminution de carrière d'1/5. La période pour laquelle la suspension ou la réduction des prestations de travail a été demandée ou la période pour laquelle la prolongation a été demandée doit débuter avant le moment où l'enfant atteint l'âge de huit ans. Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, le ou les documents attestant de l'évènement qui ouvre le droit.

b) pour l'octroi de soins palliatifs, tels que définis à l'article 100 bis, § 2 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 ;

Cette période doit être prise par période minimale d'un mois et peut, par patient, être prolongée d'un mois.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne qui nécessite des soins palliatifs, dont il ressort que le travailleur a déclaré être disposé à donner ces soins palliatifs, sans que l'identité du patient y soit mentionnée. Si le travailleur souhaite faire usage de la prolongation d'un mois de la période, il doit à nouveau fournir la même attestation à l'employeur.

c) pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;

Cette période peut seulement être prise par période minimale d'un mois et par période maximale de trois mois. Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou du membre de la famille gravement malade, dont il ressort que le travailleur a déclaré être disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade et sur laquelle le médecin traitant indique si les besoins en matière de soins requièrent effectivement une interruption ou une diminution de carrière à temps plein, à mi-temps ou d'1/5, à côté de l'éventuelle assistance professionnelle dont le membre du ménage ou de la famille peut bénéficier.

## **Article 5**

En exécution de l'article 4 § 2 de la convention collective de travail n° 103 tel que modifié par la CCT 103 Ter du Conseil national du Travail, les travailleurs visés à l'article 1 de la présente convention ont droit à un crédit-temps à temps plein ou à une diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 jusqu'à 36 mois au maximum pour suivre une formation.

Cette période doit être prise par période minimale de trois mois lorsqu'il s'agit d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps et par période minimale de six mois lorsqu'il s'agit d'une diminution de carrière d'1/5.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où la suspension ou la réduction des prestations de travail prend cours, la preuve qu'il suspend ou réduit ses prestations de travail :

- pour suivre une formation reconnue par les Communautés ou par le secteur, comptant au moins 360 heures ou 27 crédits par an, ou 120 heures ou 9 crédits par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de trois mois ;
- pour suivre un enseignement prodigué dans un centre d'éducation de base ou une formation axée sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat d'enseignement secondaire, pour lesquels la limite est fixée à 300 heures par an ou 100 heures par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de trois mois.

La Communauté ou l'institution de formation atteste sur la preuve que le travailleur est valablement inscrit à une formation de cette durée ou de cette importance. Le travailleur doit introduire auprès de l'employeur, dans les 20 jours civils après chaque trimestre, une attestation qui fournit la preuve d'une présence régulière à la formation dans le courant du trimestre. Les jours de congé scolaire pendant la période de formation ou qui suivent cette période, sont assimilés à des jours de présence régulière à une formation. La présence régulière signifie que le travailleur ne peut pas s'absenter irrégulièrement pendant plus d'un dixième de la durée de la formation dans le courant du trimestre.

#### **Article 6 :**

Le seuil est fixé à :

- 10 % du nombre de travailleurs dans les entreprises comptant jusqu'à 50 travailleurs ;
- 5 % du nombre de travailleurs dans les entreprises comptant 51 travailleurs et plus, avec un minimum de 5 travailleurs ; pour ces entreprises, il peut être appliqué un plafond de 10 % par service.

#### **Article 7**

Pour tous les travailleurs dont les prestations sont réparties sur 5 ou 6 jours, la réduction de carrière doit être prise en jours entiers.

#### **Article 8**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de 6 mois, notifié par courrier recommandé à la poste, adressé au président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française.

*subsidiées*

*gesubsidieerd*  
**Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen die erkend zijn door de Franse  
Gemeenschapscommissie**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 2017 betreffende het tijdskrediet.*

**Artikel 1.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Onder werknemers worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan die verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst op basis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Artikel 2.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter uitvoering van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 gesloten op 27 juni 2012 in de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, zoals gewijzigd door de CAO nr. 103ter, gesloten op 20 december 2016 in de Nationale Arbeidsraad, (koninklijk besluit van 05/03/2017 - Belgisch Staatsblad van 20/03/2017). Zij past eveneens de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 2016 aan ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, gesloten op 27 juni 2012 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het tijdskrediet (Referentie: 134121/CO/327.02).

**Artikel 3.**

Ter uitvoering van artikel 2 § 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103, zijn uitgesloten uit het toepassingsgebied van deze overeenkomst de personen met een leidende functie of met een vertrouwenspost zoals opgenomen in artikel 2 punt I van het Koninklijk Besluit van 10 februari 1965.

Voor de toepassing van deze overeenkomst, en in afwijking van het vorige lid, kan de bepaling van de leidende functie of van de vertrouwenspost echter worden gewijzigd of besproken:

- door de ondernemingsraad;
- bij ontstentenis, in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging;
- bij gebreke daarvan, door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.
- bij gebreke daarvan, in overleg tussen de werkgever en de werknemers; in dit geval informeert de werkgever de vrijgestelde secretarissen van de vakorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité ervan.

**Artikel 4.**

Ter uitvoering van artikel 4 §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad zoals gewijzigd door de CAO nr. 103ter, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 van

deze overeenkomst recht op een voltijds tijdskrediet of op een halftijdse of 1/5de loopbaanvermindering tot maximaal 51 maanden:

a) om zorg te dragen voor hun kind tot de leeftijd van 8 jaar ; in geval van adoptie kan de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangen vanaf de inschrijving in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer gedomicilieerd is;

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden wanneer het gaat om voltijds tijdskrediet of om een halftijdse loopbaanvermindering en per minimumperiode van zes maanden wanneer het gaat om een loopbaanvermindering van 1/5. De periode voor dewelke de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties werd gevraagd of de periode voor dewelke de verlenging werd aangevraagd moet aanvangen voordat het kind de leeftijd van acht jaar bereikt. De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, het document of de documenten die het bewijs vormen van de gebeurtenis die het recht opent.

b) voor het verstrekken van palliatieve zorgen, zoals bepaald in artikel 100 bis, §2 van de herstellwet van 22 januari 1985;

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van een maand en kan, per patiënt, worden verlengd met een maand.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve zorgen nodig heeft, waaruit blijkt dat de werknemer heeft verklaard bereid te zijn deze palliatieve zorgen te verstrekken, zonder dat de identiteit van de patiënt erin wordt vermeld. Als de werknemer gebruik wenst te maken van de verlenging van de periode met een maand, moet hij opnieuw hetzelfde attest aan de werkgever bezorgen.

c) voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een zwaar ziek gezins- of familielid zoals gedefinieerd in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

Deze periode kan enkel worden genomen per minimumperiode van een maand en per maximumperiode van drie maanden. De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, een attest van de behandelende geneesheer van het gezinslid of van het familielid dat ernstig ziek is, waaruit blijkt dat de werknemer heeft verklaard bereid te zijn om de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen en waarop de behandelende geneesheer aangeeft of de behoeften inzake verzorging effectief een onderbreking of een ~~halftijdse~~ <sup>1/5de</sup> loopbaanvermindering vereisen, naast de eventuele professionele bijstand waarop het gezins- of familielid recht heeft.

**Artikel 5.** Ter uitvoering van artikel 4 §2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 zoals gewijzigd door de CAO nr. 103ter van de Nationale Arbeidsraad, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 van deze overeenkomst recht op een voltijds tijdskrediet of op een halftijdse of 1/5de loopbaanvermindering tot maximaal 36 maanden om een opleiding te volgen.

Deze periode moet worden genomen per minimumperiode van drie maanden wanneer het gaat om voltijds tijdskrediet of om een halftijdse loopbaanvermindering en per minimumperiode van zes maanden wanneer het gaat om een loopbaanvermindering van 1/5.

De werknemer verstrekt aan de werkgever, uiterlijk op het ogenblik waarop de schorsing of de vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt, het bewijs dat hij zijn arbeidsprestaties schorst of vermindert.

- om een opleiding te volgen die erkend is door de Gemeenschappen of door de sector, die ten minste 360 uren of 27 kredieten per jaar telt, of 120 uren of 9 kredieten per schooltrimester of per ononderbroken periode van drie maanden;
- om onderwijs te volgen dat wordt gegeven in een centrum voor basiseducatie of een opleiding gericht op het behalen van een diploma of van een getuigschrift van het secundair onderwijs, waarvoor de limiet is vastgesteld op 300 uren per jaar of 100 uren per schooltrimester of per ononderbroken periode van drie maanden.

De Gemeenschap of de opleidingsinstelling verklaart op het bewijs dat de werknemer geldig is ingeschreven voor een opleiding van deze duur of van deze omvang. De werknemer moet bij de werkgever, binnen 20 kalenderdagen na elk trimester, een attest indienen dat het bewijs verstrekt van een regelmatige aanwezigheid bij de opleiding in de loop van het trimester. De dagen van schoolvakantie tijdens de opleidingsperiode of die volgen op deze periode, worden gelijkgesteld met dagen van regelmatige aanwezigheid bij een opleiding. De regelmatige aanwezigheid betekent dat de werknemer niet onregelmatig mag afwezig zijn tijdens meer dan een tiende van de duur van de opleiding in de loop van het trimester.

#### **Artikel 6.**

De drempel wordt vastgesteld op:

- 10% van het aantal werknemers in de ondernemingen die tot 50 werknemers tellen;
- 5 % van het aantal werknemers in de ondernemingen die 51 werknemers en meer tellen, met een minimum van vijf werknemers; voor deze ondernemingen mag een plafond worden toegepast van 10% per dienst.

#### **Artikel 7.**

Voor alle werknemers van wie de prestaties worden verdeeld over 5 of 6 dagen, moet de loopbaanvermindering worden genomen in volledige dagen.

#### **Artikel 8.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 2017 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elke partij met een opzeggingstermijn van 6 maanden, betekend per ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

*gesubsidieerd*